

Questions de sécurité des machines, de responsabilité et de surveillance du marché

## La sécurité des machines, un sujet central

**Quand une machine agricole est-elle sûre? Qui doit connaître et respecter les directives? Pourquoi les machines sont-elles contrôlées en Suisse? La réunion d'information commune organisée par Agrotec Suisse, l'Association suisse de la machine agricole et agriss a permis de répondre à des questions essentielles.**

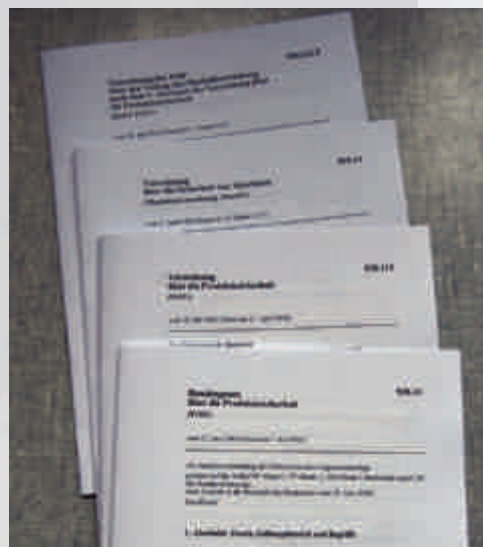
Le sujet concerne l'ensemble de la branche, et les places d'intervenants ont été pourvues en conséquence: Assia Terki du département de la sécurité des produits du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Florent Bossel d'agriss, Hans-Joachim Hess, avocat chez Hess & Partner Küssnacht, ainsi que Fredi Suter de la Suva. Pierre-Alain Rom, directeur de l'ASMA, et Peter Herren, directeur d'Agrotec Suisse, se sont chargés des présentations et de la modération, précisant que les membres des deux associations avaient exprimé le souhait de recevoir des informations de fond et des options d'amélioration. Les trois réunions des 5, 6 et 7 février à Weinfelden, Aarberg et Moudon ont rencontré un franc succès, avec une importante fréquentation.

### Solutions constructives

Assia Terki a expliqué les compétences du SECO, qui reposent sur la LSPro, l'ordonnance sur la sécurité des produits (OSPro) et sur plus d'une centaine de dispositions légales spécifiques, par exemple sur les machines, les dispositifs sous pression, les équipements de protection personnelle, etc. En vertu de l'ARM dans le cadre des Accords bilatéraux, la Suisse reprend la «New Approach» de l'UE (voir l'article de Stefan Marti, page ...). En d'autres termes, les mêmes dispositions s'appliquent, avec une reconnaissance mutuelle des organismes d'évaluation de la conformité. Assia Terki a souligné l'objectif de la «New Approach», à savoir que «les produits présentent un risque nul ou minime pour la santé ou la sécurité des utilisateurs ou de tiers lorsqu'ils sont utilisés dans des conditions raisonnablement prévisibles». Les erreurs et les risques doivent être corrigés de façon constructive.

### «Soyez absolument stricts»

Hans Joachim-Hess a donné un aperçu de la situation juridique et de son application au travers d'exemples de cas. Depuis 2010, la loi fédérale sur la sécurité des produits (LSPro) définit les responsabilités. Elle doit garantir la sécurité des produits et faciliter la libre circulation transfrontalière des marchandises. Elle concerne toute personne distribuant un produit à titre professionnel, à savoir les fabricants, mais aussi les importateurs, les distributeurs ou encore les prestataires de services. Il a rappelé que la sécurité d'un produit relève entièrement de la responsabilité de la personne qui le met en circulation et que cette notion porte notamment sur les tiers qui peuvent se trouver dans la zone à risque. Un autre point est la documentation: le responsable doit être en mesure de démontrer sans aucune lacune qu'il a respecté les exigences fondamentales de sécurité. Les avertissements doivent être rédigés dans la langue de la région d'utilisation. Une machine n'est complète qu'avec



Maschinensicherheit, Haftungsfragen und Marktüberwachung

# Maschinensicherheit, ein zentrales Thema



Die Veranstaltungen wurden vom Agrotec Suisse, dem Schweizerischen Landmaschinen-Verband und agriss gemeinsam organisiert, das Interesse war gross.

Les réunions organisées par Agrotec Suisse, l'Association suisse de la machine agricole et agriss ont rencontré un grand succès.

**Wann ist eine Landmaschine sicher? Wer muss die Vorschriften kennen und einhalten? Warum werden in der Schweiz Maschinen kontrolliert? An der vom Agrotec Suisse, dem Schweizerischen Landmaschinen-Verband und agriss gemeinsam organisierten Informationsveranstaltung wurden wichtige Fragen beantwortet.**

Das Thema betrifft die ganze Branche, entsprechend gut besetzt waren die Referentenposten: Thomas Herzog, stellvertretender Ressortleiter Produktesicherheit des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO), Thomas Bachmann von der Stiftung agriss, Hans-Joachim Hess, Rechtsanwalt bei Hess & Partner Küsnacht, Fredy Suter von der Suva. Für die Einleitung und Moderation waren Pierre-Alain Rom, Geschäftsführer SLV, und Peter Herren, Leiter Agrotec Suisse, zuständig. Sie wiesen darauf hin, dass

die Mitglieder beider Verbände den Wunsch nach Hintergrundinformationen und Verbesserungsmöglichkeiten geussert hatten. Das Interesse und der Publikumsaufmarsch waren an den drei Veranstaltungen vom 5., 6. und 7. Februar 2019 in Weinfelden, Aarberg und Moudon gross.

#### Konstruktive Lösungen

Thomas Herzog erklärte die Zuständigkeiten des SECO. Diese basieren auf dem PrSG, der Verordnung über die Produktesicherheit (PrSV) und über 100 Spezialerlassen, zum Beispiel zu Maschinen, Druckgeräten, Persönlicher Schutzausrüstung etc. Mit dem Bilateralen Abkommen MRA übernimmt die Schweiz den «New Approach» der EU (siehe Artikel von Stefan Marti Seite ...). Das heisst, es gelten die gleichen Vorschriften und die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungsstellen.

Herzog betonte das Ziel des «New

Approach», «dass Produkte bei vernünftigerweise vorhersehbarer Verwendung die Sicherheit und Gesundheit der Verwenderinnen und Verwender und Dritter nicht oder nur geringfügig gefährden». Fehler und Gefahren sollen dabei konstruktiv gelöst werden.

#### «Seien Sie ganz streng»

Hans-Joachim Hess gab einen Überblick über die gesetzliche Lage und deren Anwendung bei Fallbeispielen. Seit 2010 regelt das Bundesgesetz über die Produktesicherheit PrSG die Verantwortlichkeiten. Es soll die Sicherheit von Produkten gewährleisten und den grenzüberschreitenden freien Warenverkehr erleichtern. Es gilt für jeden, der beruflich das Produkt vertreibt – das betrifft Hersteller und ebenso Importeure, Händler und Erbringer von Dienstleistungen. Er wies darauf hin, dass die Verantwortung über die Sicherheit ganz beim Inverkehrbringer liegt, und dieser insbesondere auch Dritte, die sich im Gefahrenbereich aufhalten können, zu beachten hat. Ein weiterer Punkt ist die Dokumentation: Der Verantwortliche muss lückenlos nachweisen können, dass er die grundlegenden Sicherheitsanforderungen eingehalten hat. Warnhinweise müssen in der Sprache des Anwendungsbereichs verfasst werden. Eine Maschine ist nur komplett mit der Betriebsanleitung. Occasionsgeräte dürfen ohne Ge-

son mode d'emploi. Les équipements d'occasion peuvent être vendus sans mode d'emploi, mais uniquement avec une mention écrite correspondante. Il a enfin souligné la différence entre utilisation conforme, utilisation incorrecte et utilisation abusive et a lancé un appel à l'auditoire: «Soyez absolument stricts quant à l'utilisation conforme des produits.»

#### Sûr et conforme

Florent Bossel d'agriss a axé son intervention sur des machines agricoles sûres et conformes. Sur mandat du SECO, agriss contrôle la sécurité des machines utilisées dans l'agriculture et l'horticulture. Cette tâche est régie par la LSPro, l'OSPro et l'ordonnance sur les machines, ainsi que par la révision de la directive relative aux machines 2006/42/CE. Il a donné la définition d'une machine: elle se compose de plusieurs éléments assemblés et dispose de sa propre force d'entraînement. Un godet arrière mécanique n'est par conséquent pas une machine, alors que ce même godet en version hydraulique en est une. Un tracteur n'a pas valeur de machine; il est soumis à des directives dédiées, notamment la Mother Regulation. La sécurité des machines agricoles, forestières et de jardin est par ailleurs définie dans 70 normes, portant par exemple sur la résistance des toiles de protection, la résistance des lames, ou encore le test d'impact de pierres pour les faucheuses rotatives. Florent Bossel a décrit le développement d'une machine conforme: conception, évaluation des risques, atténuation des risques, élaboration de la documentation technique, déclaration de conformité. Il a souligné qu'en cas de modification, la conformité ne peut dans certains cas plus être garantie et doit par conséquent faire l'objet d'un nouvel examen avec agriss. Il a également insisté sur l'importance pour le responsable de la mise en circulation d'encourager un usage en toute sécurité, en portant par exemple la ceinture de sécurité.

#### Apprendre des contrôles

Dans sa deuxième intervention, Florent Bossel a expliqué le contrat de mandat d'agriss avec le SECO. Celui-ci porte sur au moins deux contrôles aléatoires par an, agriss peut visiter des sites, demander les attestations de conformité, prélever des échantillons, ordonner des examens et imposer éventuellement

des mesures, comme par exemple une interdiction de vente. Il a insisté sur le fait qu'au vu des statistiques d'accidents, il était nécessaire d'agir, en constatant que les contrôles effectués avaient des conséquences positives sur les autres produits. «Nous espérons qu'autant de produits que possibles soient conformes.» Dans la discussion menée ensuite, les personnes concernées ont exprimé le souhait, en cas de contrôle et au vu de la charge considérable qu'il constitue, de recevoir un feedback de la part du contrôleur afin de pouvoir en tirer des enseignements. Florent Bossel a alors précisé que le contrôleur s'efforçait de rédiger l'évaluation de telle sorte que le fabricant puisse en tirer un bénéfice.

#### Respecter les normes et l'état des connaissances

La Suva est elle aussi un organe d'exécution des dispositions sur la prévention des accidents et maladies professionnels. Fredi Suter, responsable de la sécurité au travail et spécialiste des machines de chantier et des grues, a présenté des exemples d'amélioration de la sécurité et les facteurs à prendre en compte. Les règles reconnues de la technique (par exemple les normes) et l'état des connaissances consolidées et accessibles (à savoir les informations qui ne relèvent pas de connaissances confidentielles du fabricant ou de points de vue personnels) servent de base. Un «équipement de base» comme une pelle dispose par exemple d'une déclaration de conformité et d'un mode d'emploi dans la langue de la zone d'utilisation. Un «équipement interchangeable», comme un système à remplacement rapide, requiert une déclaration d'incorporation correspondante. Dans la déclaration de conformité, le fabricant ou le responsable de la mise en circulation atteste que la machine satisfait à l'ensemble des dispositions de la directive Machines en vigueur. Ce critère peut par exemple poser des problèmes pour les importations directes. Fredi Suter a souligné que les modes d'emploi et toute information comme les tableaux de capacité de charge doivent impérativement être respectés. Enfin, il a formulé une constatation: «Pour tous nos contrôles, il ne s'agit pas de désigner un gagnant et un perdant, mais uniquement de déterminer un terrain commun.» ■

Rob Neuhaus



**Fredy Suter**

«Bei allen unseren Kontrollen geht es weder um Gewinner noch um Verlierer – es gibt nur ein Miteinander.»

«Pour tous nos contrôles, il ne s'agit pas de désigner un gagnant et un perdant, mais uniquement de déterminer un terrain commun.»



**Pierre-Alain Rom** wies darauf hin, dass die Mitglieder beider Verbände den Wunsch nach Hintergrundinformationen und Verbesserungsmöglichkeiten geäußert hatten.

Pierre-Alain Rom a souligné que les membres des deux associations avaient exprimé le souhait de recevoir des informations de fond et des options d'amélioration.

**Hans-Joachim Hess**

«Seien Sie ganz streng, dass die Produkte bestimmungsmässig gebraucht werden.»

«Soyez absolument stricts quant à l'utilisation conforme des produits.»

**Thomas Herzog**

«Fehler und Gefahren sollen konstruktiv gelöst werden.»

«Les erreurs et les risques doivent être corrigés de façon constructive.»

**Thomas Bachmann**

«Wir hoffen, dass möglichst viele Produkte konform sind.»

«Nous espérons qu'autant de produits que possibles soient conformes.»

brauchsanleitung verkauft werden, aber nur mit einem entsprechenden schriftlichen Hinweis. Schliesslich wies er auch auf den Unterschied von bestimmungsmässigen Gebrauch, Fehlgebrauch und Missbrauch hin und rief die Zuhörenden auf: «Seien Sie ganz streng, dass die Produkte bestimmungsmässig gebraucht werden.»

### Sicher und konform

Thomas Bachmann von der agriss referierte über sichere und konforme Landmaschinen. Im Auftrag des SECO kontrolliert agriss die Sicherheit von Maschinen in der Landwirtschaft und im Gartenbau. Die Grundlage für diese Aufgabe ist das PrSG, die PrSV und die Maschinenverordnung sowie die überarbeitete Maschinenrichtlinie (MRL) 2006/42/EG. Er erklärte die Definition einer Maschine: Sie besteht aus mehreren Teilen, die miteinander verbunden sind, und verfügt über eine eigene Antriebskraft. Eine mechanische Heckschaufel ist folglich keine Maschine, eine hydraulische hingegen ist eine. Ein Traktor gilt nicht als Maschine, für ihn gelten eigene Richtlinien, wie die Mother Regulation etc. Die Produktesicherheit von Land- Forst- und Gartenmaschinen wird weiter in 70 Normen festgehalten, zum Beispiel die Schutzdachfestigkeit, die Klin-

genfestigkeit, der Steinschlagtest bei Kreiselmähern. Bachmann zeichnete die Entwicklung einer konformen Maschine auf: Konstruktion, Risiko-bewertung, Risikominderung, Erarbeiten der technischen Unterlagen, Konformitätserklärung. Er machte darauf aufmerksam, dass nach einer Änderung die Konformität unter Umständen nicht mehr gewährleistet ist und folglich zusammen mit der agriss erneut geprüft werden sollte. Er wies auch darauf hin, wie wichtig es für Inverkehrbringer ist, den sicheren Umgang zu fördern, zum Beispiel das Anlegen der Sitzgurte.

### Lernen aus Kontrollen

In seinem zweiten Referat erklärte Thomas Bachmann den Mandatsvertrag der agriss mit dem SECO. Dazu gehören mindestens zwei Stichprobenkontrollen pro Jahr, agriss kann Räume betreten, Konformitätsnachweise verlangen, Muster erheben, Prüfungen anordnen und allenfalls Massnahmen, wie zum Beispiel ein Verkaufsverbot anordnen. Er betonte, dass die Unfallzahlen nach Handlungsbedarf rufen, und er stellte fest, dass erfolgte Kontrollen positive Auswirkungen auf andere Produkte haben. «Wir hoffen, dass möglichst viele Produkte konform sind.» In der anschliessenden Diskussion, äussernten Betroffene den Wunsch, dass

man als Gegenleistung des beträchtlichen Aufwands, der durch eine Kontrolle entsteht, ein Feedback der Kontrolleure erhalte, um daraus lernen zu können. Bachmann antwortete, man sei bemüht, die Beurteilung so zu verfassen, dass man als Hersteller davon profitieren kann.

### Normen und Stand des Wissens beachten

Auch die Suva ist ein Durchführungsorgan zum Vollzug der Bestimmungen über die Verhütung von Berufsunfällen und Berufskrankheiten. Fredy Suter, Fachverantwortlicher für die Arbeitssicherheit von Baumaschinen und Kränen, zeigte Beispiele, wie die Sicherheit erhöht wird und was dabei zu beachten ist. Als Grundlage dienen die jeweils anerkannten Regeln der Technik (zum Beispiel Normen) und der Stand des gefestigten, zugänglichen Wissens (nicht das Geheimwissen der Hersteller oder persönliche Ansichten). Zum Beispiel verfügt ein «Grundgerät», wie ein Bagger, über eine Konformitätserklärung und eine Bedienungsanleitung in der Sprache des Einsatzgebietes. Eine »auswechselbare Ausrüstung«, etwa ein Schnellwechselsystem, braucht eine entsprechende Einbauerklärung. In der Konformitätserklärung bescheinigt der Hersteller oder Inverkehrbringer, dass die Maschine allen einschlägigen Bestimmungen der MRL entspricht. Dies kann zum Beispiel beim Direktimport zu Problemen führen. Fredy Suter wies darauf hin, dass Bedienungsanleitungen und andere Angaben, wie zum Beispiel Traglasttabellen, unbedingt beachtet werden müssen. Abschliessend stellte er fest: «Bei allen unseren Kontrollen geht es weder um Gewinner noch um Verlierer – es gibt nur ein Miteinander.»

Rob Neuhaus

## Avis importants aux membres d'AM Suisse, synthèse

Le Seco est tenu de mettre en œuvre le mandat du Conseil fédéral relatif à la surveillance du marché suisse, de sorte que la mise en circulation de nouveaux produits (machines) réponde depuis 2010 à l'ensemble des exigences en matière de sécurité et de santé. Une preuve est apportée sous la forme d'une déclaration de conformité complète et signée. Dans l'agriculture, l'horticulture et le bois de chauffage, la responsabilité du contrôle des nouveaux produits (machines) est confiée à agriss, qui en a reçu mandat du Seco.

Depuis 2010, la mise en circulation de nouveaux produits (machines) dans l'UE est soumise à la « New Approach » (autocontrôle par le fabricant), qui s'applique également en Suisse en vertu de l'ARM dans le cadre des Accords bilatéraux (si deux éléments ne sont pas entraînés ou mis en mouvement par la simple force musculaire mais par une énergie extérieure, notamment des moteurs ou des cylindres, il s'agit alors toujours d'une machine). Puisqu'il s'agit d'un autocontrôle par le fabricant, un contrôle du marché doit être en place dans les pays au travers d'un contrôle aléatoire. Par ailleurs, contrairement à l'UE, quiconque importe (dédouanement) et met en circulation (responsable de la mise en circulation) un produit (une machine) en Suisse devient automatiquement le fabricant du produit (de la machine) sur le plan juridique. Il peut s'agir d'un importateur, d'un distributeur, d'un consommateur ou encore d'un prestataire de services.

Avant 2010 s'appliquait une « Old Approach » selon laquelle les produits pouvaient uniquement être mis en circulation après un contrôle par les services de l'état. Cette « Old Approach » reste valide pour certains produits (les machines), comme p. ex. les médicaments ou encore un tracteur bénéficiant d'une réception générale selon le règlement (UE) n° 167/2013.

En produisant une déclaration de conformité complète et signée, le fabricant garantit que le produit (la machine) répond à toutes les exigences fixées par la loi fédérale sur la sécurité des produits (LSPro) et l'ordonnance sur

la sécurité des produits (OSPro), ainsi que par l'ordonnance sur les machines (OMach), qui fait elle-même référence à la directive européenne 2006/42/CE. Il est recommandé de produire ces documents aussi rapidement que possible et de lire notamment attentivement les articles 1 et 2 qui concernent la mise en circulation, ainsi que l'article 3 de la loi fédérale sur la sécurité des produits (LSPro) qui concerne tout particulièrement le fabricant (voir: <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20081129/201007010000/930.11.pdf>).

Par ailleurs, il convient d'obtenir une attestation écrite du fournisseur en complément d'une déclaration de conformité signée, de sorte que la documentation technique soit à tout moment disponible en cas de contrôle du marché. La documentation technique comprend notamment l'analyse de risque, qui constitue un élément important de la déclaration de conformité en matière de sécurité.

Si des défauts significatifs sont constatés lors d'un contrôle du marché, comme un mode d'emploi incomplet, une déclaration de conformité non signée ou une documentation technique incomplète, une décision est rendue et des coûts sont engendrés selon le temps consacré pour le responsable de la mise en circulation en Suisse. Il est donc utile de clarifier en amont si les documents requis existent ou sont à disposition. Si les documents présentés sont complets, il est possible de renoncer dans la plupart des cas à un contrôle sur place et d'éviter ainsi des frais éventuels. Toutefois, si les défauts considérables ne sont pas corrigés ou si les documents ne sont pas mis à disposition dans leur intégralité, l'organe de contrôle peut prononcer une interdiction à la vente, voir un rappel des produits (des machines) faisant l'objet de la réclamation.

Il convient par ailleurs de veiller également à ce que le nouveau produit (la machine) soit livré accompagné d'un mode d'emploi et d'avertissements rédigés dans la langue de la région de

livraison. Il en va de même pour vanter le produit dans la publicité ou sur un prospectus. L'autonomie ou l'intervalle de maintenance correspondant doivent en outre être indiqués s'il peut être suspecté que la sécurité ne peut être garantie que durant une durée limitée du fait du phénomène d'usure.

Si des modifications sont apportées, il est recommandé de les documenter dans leur ensemble, de respecter les normes et de procéder à une analyse des risques (évaluation des risques) permettant de minimiser ainsi la fréquence et l'ampleur des dommages. Si la modification apporte en revanche une amélioration des performances, une modification de fonctionnement ou un élargissement du champ d'utilisation, une nouvelle analyse des risques et une nouvelle déclaration de conformité s'imposent. Le principe en 3 étapes s'applique alors, comme pour les nouveaux produits (machines). D'abord, l'analyse des risques permet de corriger les défauts de conception en lien avec la sécurité. Si de telles corrections sont impossibles, des éléments de protection doivent être mis en place. Le mode d'emploi permet de couvrir uniquement les risques résiduels. Dans ce cadre, il convient de toujours tenir compte d'un usage erroné raisonnablement prévisible.

Les machines d'occasion doivent elles aussi être sûres, respecter les normes au moment de leur mise en circulation et satisfaire à l'état des connaissances et de la technique. Si ce n'est pas le cas ou si le mode d'emploi est manquant, l'acheteur doit être informé par écrit du fait que la machine n'est pas sûre et qu'elle ne doit donc pas être mise en circulation. L'acheteur est alors à son tour tenu de corriger les défauts avant la mise en circulation.

### Conclusion

Une machine ne peut en aucun cas être mise en circulation si la sécurité et la santé de l'utilisateur ou de tiers (personnes, animaux, objets de la zone d'utilisation) ne peut pas être garantie dans le cadre d'un usage raisonnablement prévisible. Le responsable de la mise en circulation assume les dommages causés par un produit dangereux, dès lors qu'il ne s'agit pas d'une utilisation abusive. Il convient alors de toujours procéder de façon préventive, en vérifiant que la documentation est complète avant la mise en circulation. Au sein même de sa propre entreprise, seuls des produits (des machines) mis en circulation en toute sécurité peuvent être utilisés, car l'ordonnance sur la prévention des accidents (OPA) précise que l'employeur est tenu de ne pas mettre en danger la sécurité et la santé de son employé. ■

Stefan Marti

## Wichtige Mitteilungen an die Mitglieder des AM Suisse, kurz zusammengefasst

Das Seco hat den Auftrag vom Bundesrat, die Marktüberwachung in der Schweiz sicherzustellen, so dass das Inverkehrbringen von neuen Produkten (Maschinen) seit 2010 allen Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen entspricht. Ein Nachweis dazu erfolgt in Form einer vollständigen und unterzeichneten Konformitätserklärung. Für neue Produkte (Maschinen) in der Landwirtschaft, Gartenbau und der Brennholz Technik, ist die agriss für die Kontrolle zuständig. Dafür hat sie vom Seco ein Mandat erhalten.

Seit 2010 gilt für das Inverkehrbringen von neuen Produkten (Maschinen) in der EU der «New Approach» (Selbstkontrolle durch den Hersteller), und durch das bilaterale Abkommen MRA gilt das auch für die Schweiz. (Werden zwei Teile nicht durch Muskelkraft, sondern durch Fremdenergie (Motoren, Zylinder) angetrieben oder bewegt, dann handelt es sich immer um eine Maschine.) Da es sich um eine Selbstkontrolle vom Hersteller handelt, muss in den Ländern eine Marktkontrolle vorhanden sein, wonach diese eine Stichprobenkontrolle durchführen muss. Zudem ist im Gegensatz zur EU in der Schweiz jeder, welcher ein Produkt (Maschine) einführt (Verzollung) und in Verkehr bringt (Inverkehrbringer), automatisch rechtlich auch Hersteller für das Produkt (Maschine). Das kann ein Importeur, Händler, Endverbraucher aber auch Erbringer von Dienstleistungen sein.

Vor 2010 galt der «Old Approach», wonach Produkte (Maschinen) nur nach einer Kontrolle durch den Staat in Verkehr gebracht werden durften. Der Old Approach gilt immer noch für Produkte (Maschinen), wie z. B. Medikamente oder aber auch für den Traktor mit einer Gesamtgenehmigung nach der Verordnung EU 167/2013.

Mit einer vollständigen, unterzeichneten Konformitätserklärung garantiert somit der Hersteller, dass das Produkt (Maschine) allen geforderten Anforderungen im Produktesicherheitsgesetz (PrSG) und der Produktesicherheitsverordnung (PrSV) und somit auch der Maschinenverordnung (MaschV) entspricht, welche ihrerseits auf die EU Maschinenrichtlinie 2006/42 EG verweist. Es ist zu empfehlen, diese Dokumente frühzeitig zu besorgen und insbesondere die Artikel 1 und 2, welche jegliches Inverkehrbringen betreffen, sowie Artikel 3 vom Bundesgesetz über die Produktesicherheitsgesetz (PrSG) welches insbesondere den Hersteller betrifft, genau durchzulesen (siehe: <https://www.admin.ch/opc/de/federal-gazette/2009/4477.pdf>).

Im Weiteren sollte nebst einer unterzeichneten Konformitätserklärung auch eine schriftliche Bestätigung beim Lieferanten eingeholt werden, so dass die technische Dokumentation bei einer Marktkontrolle jederzeit zugänglich ist. Die technische Dokumentation beinhaltet unter anderem die Risikoanalyse, welche ein wichtiger Teil in Bezug auf die Sicherheit der Konformitätserklärung darstellt.

Werden bei einer Marktkontrolle erhebliche Mängel festgestellt, wie unvollständige Betriebsanleitung, eine nicht unterzeichnete Konformitätserklärung oder unvollständige technische Unterlagen, wird eine Verfügung ausgestellt und es entstehen je nach Aufwand Kosten für den Inverkehrbringer in der Schweiz. Daher lohnt es sich, vorgängig abzuklären, ob die benötigten Unterlagen vorhanden sind oder zur Verfügung stehen. Sind die eingereichten Unterlagen vollständig, kann in den meisten Fällen auf eine Prüfung vor Ort verzichtet werden und es entstehen keine Kosten. Werden jedoch

erhebliche Mängel nicht behoben, oder die Unterlagen nicht vollständig zur Verfügung gestellt, kann durch das Kontrollorgan ein Verkaufsverbot oder sogar ein Marktrückruf der beanstandeten Produkte (Maschinen) verfügt werden.

Im Weiteren ist auch zu beachten, dass das neue Produkt (Maschine) mit einer Betriebsanleitung und den Warnhinweisen in der Sprache der Region vom Lieferort gestellt werden. Dasselbe gilt auch für das Anpreisen durch Werbung oder auf einem Prospekt. Zudem muss die Lebensdauer angegeben sein oder entsprechende Wartungsintervalle, wenn vermutet werden muss, dass die Sicherheit infolge Verschleisses nur über einen gewissen Zeitraum gewährleistet werden kann.

Werden Änderungen vorgenommen, ist es empfehlenswert, alles zu dokumentieren, die Normen einzuhalten und eine Risikoanalyse (Risikobeurteilung) vorzunehmen, wobei die Häufigkeit und das Schadenausmass minimiert werden. Betrifft die Änderung jedoch eine Leistungssteigerung, eine Änderung der Funktion oder eine Erweiterung der Anwendung, ist eine neue Risikoanalyse und somit eine neue Konformitätserklärung zwingend. Dabei gilt wie bei neuen Produkten (Maschinen) das 3-Stufenprinzip. Zuerst werden mit der Risikoanalyse in Bezug auf die Sicherheit konstruktive Mängel behoben. Ist das nicht möglich, müssen Schutzeinrichtungen angebracht werden. Nur Restrisiken kann man mit der Betriebsanleitung abdecken. Dabei ist immer auch die vernünftigerweise vorhersehbare Fehlanwendung zu berücksichtigen.

Occasionsmaschinen müssen ebenfalls sicher sein, dem Stand bei ihrer Inverkehrsetzung entsprechen, sowie dem Stand des Wissens und der Technik genügen. Ist das nicht der Fall oder fehlt die Betriebsanleitung, muss der Käufer schriftlich informiert werden, dass diese Maschine nicht sicher ist und somit nicht in Verkehr gebracht werden darf. Der Käufer wiederum steht dann in der Pflicht, vor dem Inverkehrbringen die Mängel zu beheben.

### Fazit

Maschinen dürfen in keinem Fall in Verkehr gebracht werden, wenn bei vernünftigerweise vorhersehbarer Verwendung die Sicherheit und die Gesundheit der Verwender oder Dritter (Personen, Tiere, Gegenstände im Einsatzgebiet) nicht gewährleistet ist. Der Inverkehrbringer haftet für Schäden, die durch ein unsicheres Produkt (Maschine) entstanden sind, wenn es sich nicht um einen Missbrauch dessen handelt. Es gilt also immer: Vorbeugen und somit prüfen der Vollständigkeit der Unterlagen vor dem Inverkehrbringen. Auch im eigenen Betrieb dürfen nur Produkte (Maschinen) eingesetzt werden, die sicher in Verkehr gebracht wurden, da nach der Verordnung für Unfallverhütung (VUV) der Arbeitgeber gegenüber dem Arbeitnehmer verpflichtet ist, dessen Sicherheit und Gesundheit nicht zu gefährden. ■

Stefan Marti